

FÉMINICIDE EN IRAN :

UN CRIME SANS CHÂTIMENT

Octobre 2026

La Commission des Femmes

Conseil national de la Résistance iranienne

wncri.org/fr

@CNRIfemmes

@CNRIfemmes

Féminicide en Iran : un crime sans châtiment

La vague croissante de féminicides en Iran en 2026 et le rôle des lois et politiques misogynes dans la perpétuation de ces crimes

Alors que la lutte contre la violence à l'égard des femmes, la criminalisation des violences conjugales et la protection des femmes en danger sont devenues des priorités juridiques et sociales dans de nombreux pays du monde, les femmes en Iran continuent de faire face à un système sous le régime clérical misogyne qui leur refuse jusqu'aux protections légales les plus fondamentales.

Le nombre croissant de féminicide en Iran ne peut être réduit à une simple série de crimes individuels ou de différends familiaux. Ces crimes ne se produisent pas dans un vide. Ils sont le produit d'un système dans lequel la discrimination à l'égard des femmes est institutionnalisée, où les lois ne leur offrent aucune protection contre la violence, où la violence contre les femmes n'est pas criminalisée, et où les auteurs bénéficient d'une impunité effective.

Près de cinq décennies de pouvoir par le régime des mollahs, marquées par la promotion de valeurs patriarcales et l'obstruction aux mesures de protection, ont créé des conditions dans lesquelles la violence contre les femmes s'est normalisée et est devenue récurrente.

L'examen des cas documentés des féminicide en 2026 révèle que le foyer est devenu l'endroit le plus dangereux pour de nombreuses femmes iraniennes. La plupart des victimes n'ont pas été tuées par des inconnus, mais par leurs maris, anciens maris, pères, frères, beaux-fils et d'autres hommes appartenant à leur famille immédiate.

Octobre 2026 : l'un des mois les plus meurtriers pour les femmes en Iran

Le mois d'octobre 2026 est devenu l'une des périodes les plus sombres et les plus sanglantes de l'année pour les femmes en Iran. Au cours du mois, au moins 24 cas de meurtre impliquant plus de 26 victimes, comprenant des femmes et des enfants, ont été enregistrés dans tout le pays. Ce chiffre effrayant signifie qu'en moyenne, une femme ou un enfant a été victime de violence conjugale chaque jour.

Les racines de ces crimes ne résident pas dans des incidents isolés, mais dans un schéma structurel récurrent : l'exercice de la domination et du contrôle sur les femmes, l'opposition à leur indépendance et à leur droit au divorce, la poursuite de la crise du mariage d'enfants, la prévalence des soi-disant « crimes d'honneur » et l'absence totale de protection des femmes face aux vides juridiques.

Clairement, ces chiffres ne représentent qu'une fraction de l'ampleur réelle du problème et ne reflètent que les cas qui ont réussi à atteindre les médias. Compte tenu de la dissimulation systématique des informations par les autorités, les chiffres réels sont bien plus élevés.

Des médias et des experts nationaux ont antérieurement reconnu qu'au moins 66 % des femmes en Iran subissent des violences conjugales à un moment donné de leur vie (ISNA, 16 novembre 2018). Ils ont également averti qu'« aujourd'hui, aucun foyer en Iran n'est sûr » (Jahan-e Sanat, 19 novembre 2020).

Avec l'aggravation de la crise économique et la montée des pressions financières ces dernières années, l'ampleur de cette catastrophe est sans aucun doute devenue encore plus vaste et alarmante.



2

Fereshteh Yousefzadeh : une mère abattue aux côtés de ses enfants

Le 15 octobre 2026, Fereshteh Yousefzadeh, une mère de trois enfants âgés de 38 ans et originaire de Dehloran, est devenue la victime de l'un des meurtres les plus choquants de l'année. Son mari, membre du Corps des Gardiens de la révolution islamique, a ouvert le feu avec un fusil Kalachnikov sur son épouse, sa fille Roza âgée de 14 ans, et deux autres enfants de la famille.

Le différend principal portait sur la fille de Fereshteh née d'un précédent mariage et sa présence au foyer. Fereshteh avait quitté le domicile familial quelque temps plus tôt. Cependant, lorsqu'elle est revenue chercher ses affaires, elle et les enfants ont été abattus par balles.

Yeganeh Hosseinzai : victime du mariage d'enfants

Yeganeh Hosseinzai n'avait que 16 ans. Elle avait perdu son père à l'âge de 3 ans. Selon sa mère, des projets avaient été établis pour qu'elle épouse son cousin alors qu'elle n'avait que 10 ans, et elle s'est mariée à l'âge de 14 ans.

La mère de Yeganeh s'est adressée à plusieurs reprises à diverses autorités afin d'empêcher le mariage précoce de sa fille, mais elle n'a pas pu l'arrêter (Rokna, 20 octobre 2026).

Le 9 octobre 2026, le mari de Yeganeh l'a battue avec un câble et une matraque avant de l'étrangler à mort.

La courte vie de Yeganeh offre un tableau saisissant du sort de nombreuses victimes du mariage d'enfants en Iran : des jeunes filles privées de leur droit à l'éducation, à l'enfance et à la liberté de choix avant d'atteindre l'âge adulte, et piégées dans un engrenage de violence.



De gauche à droite : Mina Soltani, Maryam Yar-Mohammadi et Yeganeh Hosseinzai

Maryam Yarmohammadi : victime d'un soi-disant crime d'honneur

Sur l'île de Qeshm, Maryam Yarmohammadi, une mère de deux enfants âgés de 28 ans, a été assassinée par son frère.

Selon les informations, le mari de Maryam a également collaboré avec son frère dans ce crime. La nuit du meurtre, il a emmené les enfants hors de la maison. Son frère a ensuite poignardé à plusieurs reprises Maryam au cou, à la poitrine et dans d'autres parties du corps, la tuant.

Encore plus troublant que le meurtre lui-même a été la réaction qui a suivi. Certains proches de Maryam ont protesté contre l'arrestation des auteurs. Son frère et son mari ont même été inscrits comme principaux pleureurs dans l'avis de son décès.

Ce cas offre une illustration frappante d'une culture dans laquelle la violence contre les femmes est justifiée ou normalisée sous la protection de lois discriminatoires.

Mina Soltani : une mère assassinée dans son propre foyer

À Ispahan, Mina Soltani, une mère de deux enfants âgés de 40 ans, a été assassinée par son mari.

Avant de commettre le crime, l'auteur a attiré son fils de 21 ans hors de la maison sous un prétexte et a enfermé son autre fils, âgé de 10 ans, dans une pièce. Il a ensuite poignardé son épouse à plusieurs reprises, la tuant.

Ce crime est un autre exemple d'une réalité qui s'est répétée maintes et maintes fois en 2026 : des femmes perdant la vie au sein de leur propre foyer, le lieu même qui devrait être l'environnement le plus sûr pour elles.

Quand le rejet d'une demande en mariage se termine par un meurtre

Le meurtre des femmes en Iran ne se limite pas aux relations conjugales.

En octobre 2026, Zeinab, une femme de 28 ans qui avait rejeté une demande en mariage de son ancien fiancé, a été abattue par balles dans un centre commercial à Téhéran.

Dans de nombreux autres cas documentés en 2026, des femmes ont également été victimes d'une violence meurtrière pour avoir demandé le divorce, réclamé leur dot, séparé de leur mari ou rejeté des demandes en mariage.

De la violence conjugale au meurtre

L'examen des cas documentés montre que le meurtre n'était pas la première forme de violence subie par les victimes.

De nombreuses femmes avaient fait face à des menaces, du contrôle coercitif, des agressions physiques, des abus psychologiques, de la privation économique et de sévères restrictions avant d'être tuées. Dans de nombreux cas, les victimes avaient demandé le divorce ou tenté de s'échapper de relations abusives.

En d'autres termes, le meurtre est le dernier maillon d'une chaîne de violence qui s'est poursuivie en l'absence de protection légale.

Mariage d'enfants : une voie vers la violence et la mort

Parmi les victimes en 2026 figurent de nombreuses jeunes filles et femmes qui avaient été soumises au mariage d'enfants. De Jana Saadoei à Yeganeh Hosseinzai et plusieurs autres victimes, un schéma similaire émerge : un mariage à un âge précoce, l'abandon scolaire, la dépendance économique, des abus persistants et, en fin de compte, le meurtre.

Le mariage d'enfants en Iran est légal et répandu. Le mariage forcé et précoce des filles est l'une des formes les plus criantes de violence institutionnalisée contre les adolescentes en Iran. Cette pratique est un sous-produit du régime misogyne des mollahs et est devenue une catastrophe sociale en raison des politiques du régime.

Pourquoi les auteurs ont-ils le sentiment d'agir en toute impunité ?

La question la plus importante est peut-être de savoir pourquoi ces crimes se produisent si fréquemment et à une telle échelle.

La question centrale n'est pas de savoir pourquoi un mari, un père ou un frère commet un meurtre. Elle est de savoir pourquoi tant d'auteurs sont convaincus qu'ils ne feront pas face à des conséquences graves et dissuasives.

Un exemple bien connu est le cas de Mona Heydari. Mona était une adolescente qui, après des années de mariage d'enfants et de violences conjugales, a été assassinée par son mari en février 2022.

Les images du mari de Mona exhibant sa tête coupée dans les rues d'Ahvaz après l'avoir décapitée ont choqué l'opinion publique en Iran et dans le monde entier. Pourtant, la peine imposée à son meurtrier a été totalement disproportionnée par rapport à la nature horrible du crime, et il est retourné à une vie normale après une période relativement courte.

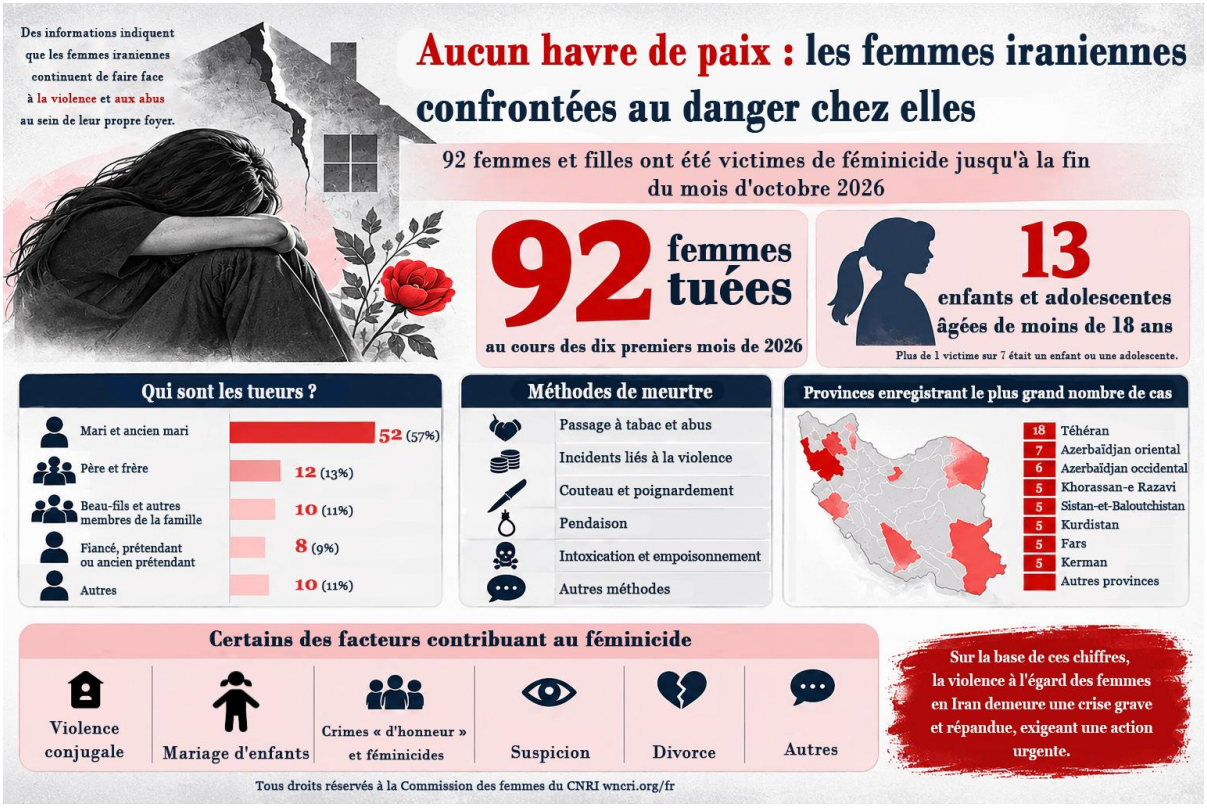
Le message envoyé par ce cas à la société était clair : même l'un des meurtres de femmes les plus horribles n'entraîne pas nécessairement une punition sévère et dissuasive. Des cas similaires continuent de se produire.

En juin 2025, Hanieh Behboodi, championne de bras de fer, a été assassinée par son mari à Machhad. Avant de la tuer, il lui avait également sectionné les mains. Hanieh avait elle aussi été victime du mariage d'enfants et avait une fille de 4 ans.

Il ne s'agit pas simplement d'actes de violence individuels. Le problème fondamental est que les auteurs de tels crimes opèrent dans un environnement où les lois existantes ne protègent pas les femmes et n'offrent pas l'effet dissuasif nécessaire.

L'absence de criminalisation de la violence conjugale, le blocage continu de la législation destinée à protéger les femmes, le manque de foyers d'accueil, la perception des femmes comme la propriété des hommes et la discrimination juridique institutionnalisée ont tous contribué à une culture d'impunité.

Chaque fois qu'un meurtrier reçoit une peine clémente, le message envoyé à la société est que la vie des femmes n'est pas suffisamment protégée.



Statistiques alarmantes pour 2026

Un examen des cas documentés jusqu'à la fin du mois d'octobre 2026 révèle que :

- Au moins 92 femmes et filles ont été assassinées.
- Au moins 13 des victimes avaient moins de 18 ans.
- La majorité des meurtres ont été commis par les maris, anciens maris, pères ou frères des victimes.
- De nombreux cas étaient directement liés au mariage d'enfants, au mariage forcé et à la violence conjugale.
- Téhéran, le Kurdistan, l'Azerbaïdjan oriental, l'Azerbaïdjan occidental, le Sistan-et-Baloutchistan, le Khorassan-e Razavi et Kerman figurent parmi les provinces où de multiples cas de féminicide ont été enregistrés.

Ces chiffres ne comprennent que les cas rapportés par les médias. L'ampleur réelle de la crise est vraisemblablement bien plus grande.

Le féminicide en Iran n'est pas une affaire individuelle ou familiale

Bien que les couteaux, les armes à feu, les cordes et le feu soient maniés par des maris, des pères, des frères ou d'autres membres masculins de la famille, les racines de ces crimes résident dans un système qui traite les femmes comme des citoyennes de seconde zone, leur refuse toute protection juridique et accorde de fait l'impunité aux auteurs de violences contre les femmes.

La vague croissante de féminicides en 2026 démontre une fois de plus que tant que les lois discriminatoires, la culture patriarcale officiellement approuvée et les politiques misogynes du régime au pouvoir en Iran resteront en place, les femmes continueront de payer ce système répressif de leur vie.